



WARA

BANQUES

www.wara-ratings.com

CORIS BANK INTERNATIONAL CÔTE D'IVOIRE

BBB/Stable/w-4

ANALYSE
Décembre 2019

Hamza HAJI

Hamza.haji@rating-africa.org

+221 33 824 60 14 | +221 77 392 78 27

Oumar NDIAYE

Oumar.Ndiaye@rating-africa.org

+221 33 824 60 14 | +221 77 400 42 91

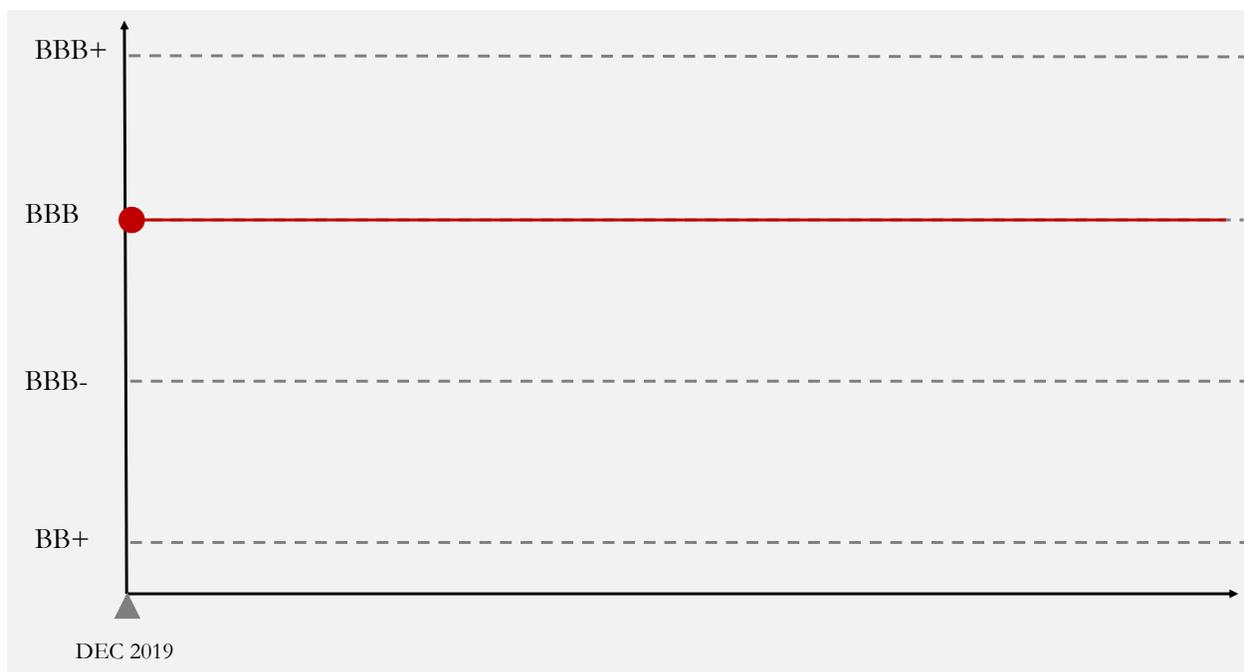
TABLE DES MATIÈRES

NOTATION	3
ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME	3
RÉSUMÉ	3
Points forts	4
Points faibles	4
CARTE DES SCORES	5
PERSPECTIVE	6
ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE	7
Facteurs environnementaux	7
Environnement macroéconomique	7
Environnement opérationnel	8
Environnement réglementaire	10
Facteurs qualitatifs	13
Positionnement stratégique	13
Gouvernance et gestion des risques	15
Qualité des actifs	17
Facteurs financiers	19
Rentabilité	19
Liquidité	19
Capital	23
DONNEES FINANCIERES ET RATIOS	25

NOTATION

Echelle	Régionale	Internationale
Méthodologie	Banque	Banque
Notation de long terme	BBB	iB
Perspective	Stable	Stable
Notation de court terme	w-4	iw-6
Surveillance	Non	Non

ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME



RÉSUMÉ

- WARA assigne à Coris Bank International Côte d'Ivoire (CBI CI) sa première notation en décembre 2019
- Cette notation s'établit à BBB/Stable/w-4 en décembre 2019

CBI CI est la filiale bancaire ivoirienne du groupe Coris, qui existe depuis 2008 et dont le siège est au Burkina Faso. Elle a été créée en février 2013. WARA assigne à CBI CI la notation de long terme en devise régionale de '**BBB**'. Cette notation se situe 4 crans en dessous du plafond national ivoirien, lequel s'établit – selon WARA– à 'A+'. La notation de court terme de CBI CI est '**w-4**'. La perspective attachée à cette notation est **stable**. A titre de référence, les notations en devises internationales que WARA assigne à CBI CI sont : iB/Stable/iw-6.

La notation intrinsèque de CBI CI, indépendamment de tout facteur de support externe, est de '**BBB**' selon WARA, ce qui équivaut à un score pondéré total de **3,14/6,00**, incluant un ajustement favorable de -5%. WARA applique cet ajustement favorable pour refléter la reconnaissance de la marque « Coris » dans la sous-région et le degré élevé d'intégration de CBI CI au groupe Coris, lequel lui apporte un soutien en termes de capital, de ressources humaines, de systèmes d'information, de processus opérationnels et de gestion des risques.

La notation de long terme en devise locale de CBI CI (**BBB**) ne bénéficie d'**aucun cran de support externe**.

La notation intrinsèque de CBI CI (**BBB**) s'appuie essentiellement sur les facteurs suivants :

Points forts

- **Depuis le démarrage de ses activités en 2013, CBI CI affiche une croissance soutenue de sa base clientèle, de ses ressources et de ses emplois.** En seulement six années d'existence, CBI CI est parvenue à se hisser à la 11^{ème} place sur 26 avec une part de marché de 3% tant en termes de taille de bilan que de collecte de ressources, en dépit d'une très forte pression concurrentielle.
- **La banque bénéficie du soutien du groupe Coris, acteur important de l'intermédiation financière dans la sous-région.** Ce soutien peut être financier (capital, liquidités interbancaires), opérationnel (ressources humaines, marketing, systèmes d'information) ou en termes de renforcement de la gouvernance (normes groupe, soutien à la mise en conformité des nouvelles normes prudentielles)
- **CBI CI affiche un très bon niveau de rentabilité :** l'institution parvient à combiner une marge d'intermédiation confortable, une bonne efficacité opérationnelle et un coût du risque désormais adéquatement maîtrisé. Cela se traduit par une croissance continue du résultat net, du ROE et du ROA depuis trois ans.
- **Les perspectives macro-économiques, l'avènement du digital et le faible taux de bancarisation de la population laissent entrevoir des perspectives de croissance du marché très encourageantes.**

Points faibles

- **Un environnement opérationnel instable,** animé par des dissensions politiques récurrentes et des tensions d'ordre social pesant sur la politique économique du pays.
- **Dans un marché aussi concurrentiel, l'absence de produits et services devenus essentiels (carte de débit VISA, e-banking, mobile banking) pourrait freiner la poursuite de la croissance de l'institution.** WARA note cependant que le groupe Coris travaille rigoureusement afin d'ajouter ces produits à son offre d'ici la fin de l'année 2019.
- **La forte concentration des contreparties de la banque pèse sur sa notation :** les 5 plus gros clients pèsent pour 50% du portefeuille de créances. WARA note cependant une amélioration du taux de dégradation brut depuis 3 ans (qui ressort à 4,8% en 2018 contre 5,4% en 2017 et 7,5% en 2016).
- **De même, la gestion de la liquidité de l'institution est contrainte par le gap de maturité entre l'actif et le passif, mais surtout par la très forte concentration des dépôts clients.** En effet, les 5 plus gros déposants pèsent pour 43% du total des dépôts clients. Cependant, cette faiblesse est partiellement mitigée par un portefeuille de titres conséquent (30% de l'actif) et une proportion importante des crédits à court terme (71,6% du portefeuille de créances brutes).

CARTE DES SCORES

FACTEURS DE NOTATION DES BANQUES			Pondération	Score	Score pondéré
FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX			20%	3,54	0,71
FNI.B1	Environnement macroéconomique	EM	8%	3,78	0,30
	<i>Maturité</i>		2%	4,00	0,08
	<i>Volatilité</i>		2%	4,80	0,10
	<i>Diversité</i>		2%	3,00	0,06
	<i>Soutenabilité</i>		2%	3,30	0,07
FNI.B2	Environnement opérationnel	EO	7%	4,00	0,28
	<i>Gouvernance systémique</i>		3%	4,00	0,12
	<i>Infrastructure</i>		2%	4,00	0,08
	<i>Information</i>		2%	4,00	0,08
FNI.B3	Environnement réglementaire	ER	5%	2,50	0,13
	<i>Réglementation</i>		3%	2,50	0,08
	<i>Supervision</i>		2%	2,50	0,05
FACTEURS QUALITATIFS			50%	3,68	1,84
FNI.B4	Positionnement stratégique	PS	15%	3,90	0,59
	<i>Parts de marché</i>		6%	3,50	0,21
	<i>Diversification opérationnelle</i>		5%	3,50	0,18
	<i>Diversification géographique</i>		4%	5,00	0,20
FNI.B5	Gouvernance et gestion des risques	GR	20%	3,15	0,63
	<i>Gouvernance idiosyncrasique</i>		7%	3,00	0,21
	<i>Gestion des risques</i>		7%	3,00	0,21
	<i>Contrôles</i>		6%	3,50	0,21
FNI.B6	Qualité des actifs	QA	15%	4,17	0,63
	<i>Performance qualitative des portefeuilles</i>		5%	3,50	0,18
	<i>Concentration sectorielle</i>		5%	4,00	0,20
	<i>Concentration des contreparties</i>		5%	5,00	0,25
FACTEURS FINANCIERS			30%	2,53	0,76
FNI.B7	Rentabilité	RE	10%	2,00	0,20
	<i>Rendement net des actifs</i>		6%	2,00	0,12
	<i>Efficacité opérationnelle</i>		4%	2,00	0,08
FNI.B8	Liquidité	LQ	10%	3,00	0,30
	<i>Liquidité des actifs</i>		5%	2,50	0,13
	<i>Refinancement et gestion de la liquidité</i>		5%	3,50	0,18
FNI.B9	Capitalisation	CA	10%	2,60	0,26
	<i>Lever financier</i>		4%	2,00	0,08
	<i>Capital réglementaire</i>		6%	3,00	0,18
SCORE PONDÉRÉ TOTAL					3,31
AJUSTEMENT					-5%
SCORE PONDÉRÉ TOTAL AJUSTÉ					3,14
NOTATION INTRINSÈQUE					BBB

SPTA		N.I.B
De:	A:	
1,00	1,24	AAA
1,25	1,49	AA+
1,50	1,74	AA
1,75	1,99	AA-
2,00	2,24	A+
2,25	2,49	A
2,50	2,74	A-
2,75	2,99	BBB+
3,00	3,24	BBB
3,25	3,49	BBB-
3,50	3,74	BB+
3,75	3,99	BB
4,00	4,24	BB-
4,25	4,49	B+
4,50	4,74	B
4,75	4,99	B-
5,00	5,24	CCC+
5,25	5,49	CCC
5,50	5,74	CCC-
5,75	5,99	CC/C

PERSPECTIVE

La perspective attachée à la notation de CBI CI est **stable**. WARA justifie cette perspective stable par le fait que CBI CI a su se faire une place sur le marché bancaire ivoirien, malgré une concurrence très importante. La croissance de la banque se poursuit, et son expertise dans le financement des PME lui permet de se différencier par rapport à la concurrence et d'afficher un bon niveau de rentabilité malgré son jeune âge.

Une amélioration de la notation de CBI CI est tributaire : i) d'une amélioration de la notation de la Côte d'Ivoire ; ii) du gain significatif et durable de parts de marché reflétant la hausse des emplois et ressources de la banque ; iii) d'une réduction significative de la concentration des contreparties tant au niveau des ressources que d'emplois ; iv) de la mise en place de nouveaux produits (carte Visa, crédit immobilier aux particuliers) et services (e-banking, mobile banking) ; et (v) de l'achèvement de l'implémentation des nouvelles normes réglementaires au niveau de la gouvernance, du contrôle et de la gestion des risques.

Une détérioration de la notation de CBI CI serait la conséquence : i) d'une détérioration de l'environnement politique et/ou macroéconomique ivoirien ; ii) d'une dégradation de la qualité du portefeuille de créances impactant à moyen terme la rentabilité ; iii) de l'intensification de la concentration des contreparties (clients et/ou déposants) ; iv) de la perte durable et significative de parts de marché au profit de la concurrence ; ou (v) d'une dégradation durable et significative des niveaux de rentabilité, de liquidité et de capitalisation.

A titre de référence, WARA estime que la probabilité d'occurrence des scénarios favorables est égale à celle des scénarios défavorables à moyen terme, ce qui signifie en d'autres termes que la notation actuelle de CBI CI contient autant de possibilités de rehaussement que de risques d'abaissement.

ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE

Facteurs environnementaux

Environnement macroéconomique

- L'environnement macroéconomique est marqué par une tendance de croissance qui repose principalement sur le secteur primaire...
- ... une population relativement pauvre
- ... et un contexte politique incertain à l'approche des élections de 2020

La Côte d'Ivoire est d'abord un pays agricole ; par conséquent, la sensibilité encore élevée de l'économie ivoirienne à la volatilité des cours mondiaux des matières premières non transformées est un facteur négatif de notation. Le secteur primaire emploie la moitié de la population active. Par conséquent, il y a assez peu de tension et de flexibilité sur le marché du travail, ce qui contribue à freiner le développement des secteurs secondaires et tertiaires. Le secteur agricole ivoirien, peu intensif d'un point de vue technologique, demeure encore vulnérable à des chocs exogènes, notamment aux variations climatiques inattendues. La Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de cacao, qui représente à lui seul la moitié de ses exportations ; le café, l'anacarde, l'huile de palme et le caoutchouc naturel sont parmi les autres matières premières agricoles pour lesquelles la Côte d'Ivoire dispose d'un avantage comparatif. L'économie ivoirienne est donc sensible aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et, dans une moindre mesure, aux conditions climatiques. Par exemple, les températures élevées de 2012 ont été à l'origine de l'une des plus mauvaises récoltes de cacao de la décennie. De la même manière, la période de très forte croissance qui a immédiatement précédé la guerre civile était due à un emballement des prix du cacao en 2010, qui a atteint cette année son point le plus élevé en 33 ans.

La population ivoirienne est en moyenne anormalement pauvre, ce qui place la consommation intérieure très en-deçà de son potentiel. C'est aussi un facteur négatif de notation. Un Ivoirien sur deux vit en-dessous du seuil de pauvreté, et l'espérance de vie moyenne est de 53,6 ans. Le PIB par habitant n'a franchi la barre symbolique des 1000 USD qu'en 2008. C'est la raison pour laquelle les autorités souhaitent organiser la sortie progressive du secteur primaire, sans pour autant lui tourner le dos, vers l'agro-industrie et aussi les mines (notamment d'or) ainsi que les hydrocarbures, qui permettraient de financer la montée en gamme de l'économie ivoirienne. En outre, le secteur primaire tend à générer des comportements de recherche de rente, peu productifs. Cela dit, l'économie ivoirienne a bien résisté à la crise de 2008, année pendant laquelle la croissance fut de 2%, puis de 4% pendant les deux années qui ont suivi. Seul le choc de la guerre civile post-électorale de 2011 a eu raison de la tendance de croissance soutenue de l'économie ivoirienne. Le PIB s'est contracté de 5,9% en 2011, qui fut une année de déflation massive. Conformément à la plupart des prévisions, la croissance a très vite recouvré une tendance vigoureusement haussière, et même

supérieure au cycle précédent, i.e. avant 2011. La croissance réelle a atteint 10,7% en 2012, et n'est jamais passée en-dessous de la barre des 7,5% au cours des cinq années qui ont suivi.

Le contexte politique semble stabilisé, mais des soubresauts épisodiques continuent de secouer le pays et le rassemblement d'union nationale, forcément temporaire, laisse désormais poindre des stratégies latérales à mesure que les échéances électorales approchent. Le Président de la République, Alassane OUATTARA, avait renouvelé la coalition gouvernementale entre son Rassemblement des Républicains (RDR) et le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en novembre 2012. La coalition s'est ensuite étendue à l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), au Mouvement des forces d'avenir (MFA), et à l'Union pour la Côte d'Ivoire (UCI), à la veille des législatives de 2016, dans un grand rassemblement d'union nationale et de gouvernement, le RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix). Cette coalition n'avait pas pour vocation de se transmuter en parti politique, mais le RDR (le parti présidentiel) et l'UDPCI sautent le pas et le transforment en parti politique en juillet 2018, sans que les autres membres de la coalition ne l'approuvent : le PDCI, le MFA et l'UCI se retrouvent *de facto* dans une posture d'opposition politique implicite. La concurrence des poids lourds du paysage politique ivoirien pour la succession du Président OUATTARA rend l'issue des élections présidentielles et législatives de 2020 très incertaines, et laisse la porte ouverte à tous les scénarios, ce qui est un facteur de risque élevé pour la notation.

Environnement opérationnel

- La politique structurelle de la Côte d'Ivoire est très bien pensée et exécutée de manière vigoureuse...
- La diversification structurelle de son économie est bonne et les infrastructures se renforcent de manière spectaculaire
- Le marché bancaire ivoirien est en croissance soutenue depuis 2012. Le potentiel reste important au regard du taux de bancarisation
- C'est aussi un marché très concurrentiel dominé par des groupes étrangers

Le premier PND 2010-2015 a été un indéniable succès ; le second, couvrant la période 2016-2020, se place dans la continuité ambitieuse du précédent, et il est en passe de transformer l'outil de production ivoirien. C'est un facteur positif de notation. Deux mots d'ordre sous-tendent le PND 2016-2020 : *industrialisation* et *externalités*. L'objectif d'industrialisation est consubstantiel d'une transformation structurelle de l'économie ivoirienne, du secteur primaire essentiellement agricole vers le secteur secondaire prioritairement agro-industriel, en s'appuyant sur ce qui différencie la Côte d'Ivoire, à savoir ses ressources naturelles abondantes. Cela devrait aussi nourrir davantage de diversification économique, notamment à l'export, afin de réduire la dépendance du pays à sa filière café-cacao. Dans la même veine, en renforçant le contenu en valeur ajoutée de la production ivoirienne, l'élasticité-prix de ses exportations devrait se contracter de manière incrémentale et, avec elle, la vulnérabilité de l'économie ivoirienne à la volatilité des cours des matières premières. De manière concomitante, la politique économique structurelle ivoirienne met

l'accent sur la nécessité de continuer à dynamiser son réseau d'infrastructures en général, y compris celui des transports en particulier, afin de générer des externalités positives, de désenclaver les zones agricoles et d'améliorer l'efficacité des flux commerciaux.

L'économie ivoirienne est intrinsèquement diversifiée, mais ses sources de valeur ajoutée ne le sont pas encore. C'est là tout l'enjeu du PND 2016-2020 : enrichir le contenu en valeur ajoutée et en emplois de la croissance ivoirienne. WARA analyse la dynamique de la notation de la Côte d'Ivoire selon la grille suivante. i) Les avantages comparatifs de la Côte d'Ivoire résident essentiellement dans ses ressources naturelles abondantes, lesquelles constituent son principal capital et son patrimoine le plus déterminant. ii) Eu égard à son histoire récente, la Côte d'Ivoire n'a pas pu pleinement valoriser ce patrimoine, d'où le phénomène de rattrapage qui se solde par des taux de croissance réelle spectaculaires. iii) Ces taux de croissance, les plus élevés de la sous-région et stables au cours des 7 dernières années, se sont produits *malgré* la volatilité des cours des matières premières, ce qui semble être un paradoxe a priori. iv) Ce paradoxe s'explique par le fait que la croissance est alimentée non pas par les exportations, ni même par la consommation intérieure, mais par les *investissements*, notamment en infrastructures, financés par le *budget de l'Etat* et donc par la dette. v) C'est un *pari keynésien* qui comporte aussi une dimension structurelle : la transformation structurelle de l'économie vers l'agro-industrie, c'est-à-dire la translation de la valeur ajoutée du secteur primaire (agricole) vers le secteur secondaire (agro-industriel). vi) La raison sous-jacente de ce "pari structurel" est la montée en gamme de l'économie ivoirienne, à même de réduire l'élasticité-prix des exportations (trop élevée pour les matières premières brutes, plus faible pour les matières premières transformées). C'est tout le défi du PND. vii) La limite vraisemblable de l'exercice est que le PND est à 60% tributaire des *investissements privés*, notamment étrangers, lesquels considèrent comme hypothèses tant la stabilité politique, qui commence par la lisibilité et la prévisibilité des urnes en 2020, que le maintien de taux de croissance élevés. viii) Or rien ne laisse entendre que la transition politique se fera en douceur. L'imprévisibilité politique reste le risque majeur qui pèse sur la notation de la Côte d'Ivoire. ix) A cela s'ajoutent l'inadéquation du capital humain, la relative fragilité des institutions, l'attractivité encore insuffisante du territoire et la possible volatilité des normes. x) Au total, l'économie ivoirienne est encore structurellement très en-deçà de son potentiel.

Les indices de gouvernance, de climat des affaires, de compétitivité et de développement humain s'améliorent, mais restent relativement faibles en valeur absolue. Pour mesurer les facteurs institutionnels, WARA s'appuie sur les indices de gouvernance de la Banque Mondiale, les indices de compétitivité du *World Economic Forum* et les indices de développement humain du PNUD. En comparaison du Bénin, du Sénégal et, dans une certaine mesure, du Burkina Faso, les indices de la Côte d'Ivoire restent en général dans les deuxième et troisième quartiles, comme l'indique le tableau ci-dessous. C'est un facteur négatif de notation.

INDICES	BEN	BKN	CDI	GNB	MAL	NGR	SEN	TOG	Sources
Indice de contrôle de la corruption	-0.55	-0.11	-0.52	-1.56	-0.63	-0.65	0.09	-0.71	Banque Mondiale
Indice d'efficacité de l'Etat	-0.64	-0.59	-0.74	-1.77	-0.94	-0.67	-0.32	-1.13	Banque Mondiale
Indice de stabilité politique et d'absence de violence	0.05	-0.92	-1.09	-0.60	-1.91	-1.30	-0.04	-0.74	Banque Mondiale
Indice de qualité de la réglementation	-0.47	-0.44	-0.36	-1.18	-0.57	-0.68	-0.15	-0.79	Banque Mondiale
Indice d'état de droit	-0.62	-0.40	-0.63	-1.44	-0.78	-0.68	-0.15	-0.71	Banque Mondiale
Indice de liberté et responsabilité politiques	0.38	0.06	-0.27	-0.80	-0.26	-0.41	0.32	-0.62	Banque Mondiale
Rang "Doing Business" (climat des affaires)	151	148	139	176	143	144	140	156	Banque Mondiale
Indice global de compétitivité (valeur)	44.4	43.9	47.6	N/D	43.6	N/D	49.0	N/D	World Economic Forum
Indice global de compétitivité (rang mondial)	123	124	114	N/D	125	N/D	113	N/D	World Economic Forum
Indice de développement humain (valeur)	0.515	0.423	0.492	0.455	0.427	0.354	0.505	0.503	PNUD
Indice de développement humain (rang mondial)	163	183	170	177	182	189	164	165	PNUD

Premier quartile
 Deuxième quartile
 Troisième quartile
 Quatrième quartile

Le secteur bancaire ivoirien se porte bien en 2018. Les actifs des banques opérant en Côte d'Ivoire ont atteint 12 760 milliards de FCFA au 31 décembre 2018, en hausse de 15% comparativement au 31 décembre 2017. Cette forte progression des actifs des banques est à mettre en relation avec la forte croissance économique qu'enregistre la Côte d'Ivoire (7,7% en 2018 après 7,6% en 2017). En termes de ressources, les dépôts bancaires ont atteint 8 350 milliards de FCFA en 2018 contre 7 480 milliards en 2017, soit une progression de 11,6%. En parallèle, les crédits décaissés par les banques ivoiriennes se sont, quant à eux, élevés à 7 006 milliards de FCFA en 2018 contre 6 280 milliards en 2017, en croissance de 11,6 également.

Les perspectives sont encourageantes au regard du taux d'inclusion financière. Il ressort à 19,07% en 2018 et à 24,92% si l'on y inclut les SFD. Le potentiel de croissance sur ce marché y est donc encore important, renforcé par les perspectives de croissance du pays.

Cela dit, c'est un secteur fortement concurrentiel avec 26 institutions présentes sur le marché au 31 décembre 2018. Le secteur est dominé par les filiales de groupes étrangers comme la SGBCI (groupe Société Générale – France), leader qui concentre 17% des ressources et 18% de emplois et son dauphin, la BACI (groupe Banque centrale Populaire du Maroc) avec 13% des ressources et 12% des emplois du marché. En raison de cette forte compétition, les facteurs clés de succès sur ce marché sont des tarifs et taux compétitifs et une innovation en termes de produits et service car la clientèle, qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers, est exigeante, bien informée et surtout a le choix entre une multitude d'acteurs.

Environnement réglementaire

- Le marché bancaire régional est convenablement régulé selon WARA
- C'est un facteur positif de notation

En tant que membre de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire a délégué la régulation de son secteur bancaire à la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), c'est-à-dire sa réglementation et sa supervision. En ce qui concerne les deux dimensions de la régulation bancaire, WARA estime que le cadre prudentiel applicable en Afrique de l'Ouest est adéquat et suffisant, compte tenu du caractère faiblement complexe des institutions et des produits bancaires dans la sous-région.

La BCEAO a œuvré pour le renforcement de la stabilité du système financier, en particulier avec l'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III dans l'Union, et ses actions en faveur du renforcement des mécanismes de résolution des crises

bancaires et de protection des déposants. Cela s'est traduit par l'adoption d'un nouveau Plan comptable bancaire révisé entré en vigueur le 1er janvier 2018 et d'un nouveau dispositif prudentiel par Décision n° 004-08-2016, entré en vigueur depuis le 01/01/2018.

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter
A. Normes de solvabilité	
Ratio de Fonds propres CET 1	5,625%
Ratio de Fonds propres de base T1	6,625%
Ratio de solvabilité totale	8,625%
B. Norme de division des risques	
Norme de division des risques	65%
C. Ratio de levier	
Ratio de levier	3%
D. Autres normes prudentielles	
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	25%
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des Fonds propres T1 de l'établissement)	15%
Limite globale des participations dans les entités commerciales (60% des FPE de l'établissement)	60%
Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%
Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	20%
Coefficient de liquidité	100%
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	100%

Ces nouvelles dispositions sont renforcées par de nouvelles circulaires qui entrent en vigueur le 02/07/2018 :

- Circulaire n° 01-2017/CB/C relative à la gouvernance
- Circulaire n° 02-2017/CB/C relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants
- Circulaire n° 03-2017/CB/C relative au contrôle interne
- Circulaire n° 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques
- Circulaire n° 05-2017/CB/C relative à la gestion de la conformité
- Instruction n° 006-05-2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires en cas de manquement aux dispositions des nouvelles réglementations

De plus, dans le cas d'espèce de CBI CI, la BCEAO a mis en place la réglementation régulant les activités de Finance Islamique :

- Instruction n°002-03-2018 relative aux dispositions particulières applicables aux établissements de crédit exerçant une activité de finance islamique
- Instruction n°004-05-2018 relative aux caractéristiques techniques des opérations de finance islamique exercées par les établissements de crédit de l'union monétaire ouest africaine (UMOA)

Enfin, depuis 2016, la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a évolué avec la transposition dans le dispositif réglementaire national d'une loi uniforme (décision n°26 du 02/07/2017/CM/UMOA) adoptée en ce sens par l'UEMOA.

Cependant, WARA note que ; i) les banques de la sous-région ne sont pas tenues d'appliquer les normes comptables internationales mais les normes comptables régionales, notamment le Plan comptable bancaire (PCB), applicable depuis l'exercice 2018, ce qui favorise la comparaison intra régionale des bilans, mais rend difficile toute comparaison internationale ; et ii) la quantité d'informations quantitatives et qualitatives publiquement disponibles dans les rapports annuels des banques est insuffisante du point de vue de WARA ; notamment, les informations relatives aux niveaux de concentration sectorielle, géographique et par contrepartie manquent cruellement, ainsi que celles inhérentes aux gaps de maturité et chocs de taux ; les informations qualitatives quant à la qualité des actifs sont souvent inexistantes.

WARA

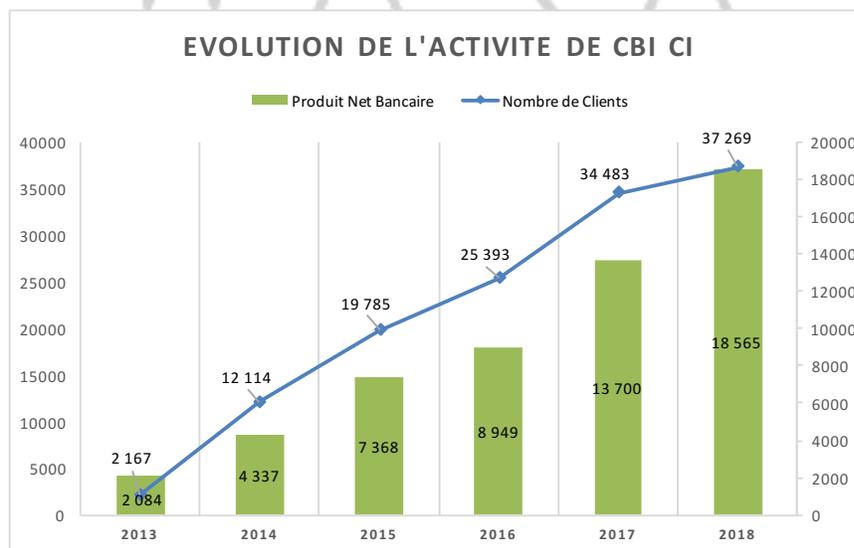
Facteurs qualitatifs

Positionnement stratégique

- Depuis le démarrage de ses activités en 2013, CBI CI affiche une croissance soutenue de sa base clientèle, ses ressources et emplois
- Classée 11^{ème} avec une part de marché de 3%, CBI a su rapidement se faire une place dans un marché très concurrentiel comptant pas moins de 26 acteurs
- En revanche, afin de concurrencer les plus gros, la banque doit compléter son offre de produits et services (carte VISA, e-banking et mobile banking)

CBI CI est une banque universelle proposant des services d'intermédiation bancaire commerciale, tant aux particuliers qu'aux entreprises. Cela dit, l'institution ambitionne de devenir la référence du financement des PME. Pour cela, CBI CI pourra bénéficier de l'expertise du groupe Coris, auquel elle appartient. Le groupe Coris est un groupe bancaire régional basé au Burkina Faso où il est leader. Il s'est ensuite implanté en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali, au Togo, au Bénin et au Niger. A travers sa filiale bancaire au Burkina Faso, le groupe Coris s'est notamment spécialisé dans le financement des PME grâce à une connaissance profonde de ce type de contrepartie, une excellente compréhension de leurs besoins et enfin, une procédure d'octroi et de suivi des financements très rigoureuse.

Depuis le démarrage de ses activités, CBI CI affiche une croissance régulière de sa base clientèle et de son produit net bancaire. La banque a acquis 37 269 clients en l'espace de six ans seulement. Sur la même période, son Produit Net Bancaire est passé de 2,1 à 18,5 milliards de FCFA. Pour ce faire, CBI CI s'est doté d'un réseau de 17 agences avec un maillage territorial pertinent : 10 à Abidjan, 7 à l'intérieur du pays (au Nord, au Centre et au Sud-Ouest), la 18^{ème} étant la branche islamique Baraka. Ce maillage territorial va désormais se poursuivre vers l'Est puis au Centre du pays (Yamoussoukro). L'objectif pour l'institution, tel que décliné dans son plan de développement stratégique est d'atteindre 30 agences d'ici 2022 afin de couvrir l'ensemble du territoire, c'est-à-dire la capitale et les principales villes du pays.



La croissance soutenue des ressources collectées et des emplois clientèle de la banque vient confirmer cette tendance. En effet, les ressources clientèle ont progressé de 207 milliards de FCFA sur 6 ans soit un taux de croissance annuel moyen (CAGR) de 53%. Sur la même période, la banque a enregistré une croissance de ces emplois de 177 milliards, soit un taux de croissance annuel moyen (CAGR) de 45%.

Année d'activité	1	2	3	4	5	6	
<i>En milliards de FCFA</i>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	CAGR
Ressources clientèle	17	44	70	96	151	224	
<i>Evolution</i>	-	150%	61%	36%	58%	48%	53%
Emplois clientèle	21	44	70	80	152	199	
<i>Evolution</i>	-	107%	58%	15%	89%	31%	45%

Par conséquent, malgré sa jeunesse relative, la banque a su rapidement se faire une place dans un environnement bancaire très concurrentiel : c'est un facteur positif de notation. En seulement six années d'existence sur la place, CBI CI est parvenue à se hisser à la 11^{ème} place avec une part de marché de 3% tant en termes de taille de bilan que de collecte de ressources. Cette performance est d'autant plus appréciable que : (i) le taux de bancarisation en Côte d'Ivoire reste faible (19,07% en 2018) ; et (ii) le marché bancaire ivoirien est très concurrentiel avec 26 acteurs. La banque a connu une croissance régulière depuis le démarrage de ses opérations en 2013 et ambitionne d'entrer durablement dans le Top 10 d'ici 2022.

Bilan				Ressources				Emplois			
Rang	Banques	Montants	%	Rang	Banques	Montants	%	Rang	Banques	Montants	%
1	SGBCI	1 909 567	16%	1	SGBCI	1 682 926	16%	1	SGBCI	1 433 945	17%
2	ECOBANK-CI	1 471 180	12%	2	BACI	1 334 139	13%	2	BACI	895 471	11%
3	BACI	1 469 940	12%	3	ECOBANK-CI	1 317 990	13%	3	ECOBANK-CI	887 965	11%
4	NSIA BANQUE	1 111 606	9%	4	NSIA BANQUE	952 656	9%	4	SIB	839 725	10%
5	SIB	1 069 928	9%	5	SIB	921 451	9%	5	NSIA BANQUE	799 525	10%
6	BICICI	679 139	6%	6	BICICI	590 865	6%	6	BICICI	572 130	7%
7	BOA-CI	577 691	5%	7	BNI	518 773	5%	7	BNI	381 932	5%
8	BNI	559 472	5%	8	BOA-CI	518 234	5%	8	BOA-CI	367 944	4%
9	BRIDGE BK GROUP	419 552	4%	9	BRIDGE BK GROUP	369 569	4%	9	BRIDGE BK GROUP	333 335	4%
10	UBA	372 704	3%	10	UBA	337 786	3%	10	UBA	310 175	4%
11	CBI CI	343 144	3%	11	CBI CI	310 656	3%	11	BGFI BANK	273 470	3%
12	BGFI BANK	331 252	3%	12	BGFI BANK	289 981	3%	12	CBI CI	225 013	3%
13	STANDARD	299 734	3%	13	STANDARD	254 650	2%	13	STANDARD	216 122	3%
14	ORABANK	299 612	3%	14	ORABANK	218 413	2%	14	ORABANK	169 498	2%
15	DIAMOND BANK	179 346	2%	15	DIAMOND BANK	170 254	2%	15	DIAMOND BANK	121 680	1%
16	CITIBANK	137 075	1%	16	CNCE	117 068	1%	16	CITIBANK	112 464	1%
17	BSIC	131 736	1%	17	BSIC	116 780	1%	17	BDA	80 159	1%
18	BHCI	107 113	1%	18	CITIBANK	107 462	1%	18	BHCI	79 943	1%
19	BDA	99 566	1%	19	BHCI	91 082	1%	19	BSIC	78 453	1%
20	B D U	84 905	1%	20	BDA	83 211	1%	20	VERSUS BANK	69 028	1%
21	VERSUS BANK	71 341	1%	21	B D U	71 354	1%	21	B D U	38 318	0%
22	GTB	61 347	1%	22	VERSUS BANK	70 146	1%	22	STANBIC	27 166	0%
23	CNCE	53 461	0%	23	GTB	25 566	0%	23	BMS	24 381	0%
24	STANBIC	39 443	0%	24	BMS	25 233	0%	24	CNCE	23 218	0%
25	BMS	29 995	0%	25	STANBIC	22 397	0%	25	GTB	14 416	0%
26	BRM	23 256	0%	26	BRM	21286	0%	26	BRM	13 151	0%
TOTAL		11 933 105	100%	TOTAL		10 539 928	100%	TOTAL		8 388 627	100%

En revanche, l'absence de certains produits et services de sa gamme pourrait freiner la poursuite de la croissance de l'institution : c'est un facteur négatif de notation. WARA note cependant que le groupe Coris travaille rigoureusement afin d'ajouter ces produits à son offre d'ici la fin de l'année 2019. En effet, CBI CI ne propose toujours pas la carte de débit VISA, ni les services de e-banking ou de mobile banking. Cela s'explique par le fait que la filiale est alignée sur l'offre commerciale du groupe, dont le siège et la filiale principale sont situés au Burkina Faso, où le marché bancaire est moins mature que le marché ivoirien. Cependant, WARA note qu'ayant pris conscience du problème, le groupe a accéléré le développement d'une carte de débit VISA (qui a été internalisé pour des raisons de coûts, de compétitivité et de sécurité) ainsi que les services de banque digitale. Le groupe en est à la phase de test avant un déploiement effectif prévu pour la fin de l'année 2019. Ces produits et services sont considérés comme des produits d'appel importants et peuvent se révéler être des facteurs de choix décisifs pour des clients et prospects au niveau d'exigence élevé en raison du nombre important d'acteurs sur ce marché.

Gouvernance et gestion des risques

- L'appartenance de CBI CI au groupe Coris est un facteur positif de notation
- La banque affiche des ratios conformes aux nouvelles normes prudentielles
- En revanche, les nouvelles normes en termes de gouvernance et de gestion des risques sont toujours en cours de d'implémentation

L'appartenance de CBI CI au groupe Coris est un facteur positif de notation. En effet, le groupe Coris apporte un soutien important à sa filiale ivoirienne, qu'il soit financier (capital, liquidités interbancaires), opérationnel (ressources humaines, marketing, système d'information) ou en termes de renforcement de la gouvernance (processus et normes communes au groupe, soutien à la mise en conformité des nouvelles normes prudentielles). L'augmentation de capital pour 5 milliards de FCFA en 2018 ou la collaboration avec le SFI pour finaliser la cartographie des risques sont deux exemples concrets du soutien dont bénéficie CBI CI. Cela dit, WARA note que le marché bancaire ivoirien est plus mature que le marché de prédilection du groupe (en l'occurrence le Burkina Faso ou sa filiale bancaire est leader du marché). Par conséquent, le groupe doit faire preuve d'une plus grande réactivité en termes d'innovation (carte VISA, e-banking) et décentraliser certains pouvoirs afin de permettre à sa filiale d'être plus à même de répondre aux spécificités du marché local.

Le management a pour mission d'exécuter le plan stratégique de développement 2018-2022, défini par le groupe et dont les objectifs sont les suivants : (i) se positionner dans le top 8 des banques ivoiriennes en termes de parts de marché à horizon 2022 ; (ii) être la première banque par la qualité de l'accueil et de service à la clientèle ; (iii) se positionner comme la banque de référence du segment PME-PMI ; et (iv) se positionner dans le secteur bancaire comme un employeur de référence. WARA estime que bien qu'étant ambitieux, ces objectifs sont réalisables à condition que la direction, avec l'appui du groupe, alloue les ressources et les compétences nécessaires afin de les atteindre. Les plans d'actions et objectifs sur chaque segment d'activités sont clairs et réalisables.

Segment	Objectifs à horizon 2022	plan d'action/facteur clé de succès
Grandes Entreprises	Détenir dans son portefeuille client un tiers du Top 10 des acteurs de chaque secteur : automobile, télécoms, distribution	Coûts des ressources
Institutionnels (CNPS, CCC, CCA)	Pas d'échéance car il s'agit d'un travail de prospection à long terme	Aggrésivité commerciale, qualité de service irréprochable, coût des ressources
Comodités	Rajouter les gros acteurs du secteur (Cémoi, Cargyll) au portefeuille de clientèle	Coûts des ressources, connaissances des enjeux et problématiques pour les producteurs et exportateurs
PME	Devenir l'acteur incontournable sur ce segment	Capacité à étudier et répondre à une demande de financement en moins de 48h Accompagner tout en maîtrisant la consommation des fonds propres avec des ressources spécialement affectées (conventions)
Particuliers	accroître le volume des comptes chèques et comptes courants car ils rapportent plus que les comptes d'épargne	Elaborer de partenariats avec les délégués du personnel des entreprises et des administrations Etoffer l'offre de produits et services pour répondre aux besoins (carte VISA, ebanking, mobile banking)
Finance islamique	capitaliser sur les avantages liés au premier entrant	Communication, pédagogie, hébergement des fonds destinés au pèlerinage
Finance inclusive	Mettre à disposition de l'économie l'héritage de Coris dans le domaine	Identifier et regrouper les SFD pour les financer (effet portefeuille réduit le risque global)

CBI CI affiche des ratios conformes aux nouvelles normes réglementaires. En revanche, WARA constate que la banque ne communique pas sur ses ratios de liquidité.

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter en 2018	Niveau 2018	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité			
Ratio de Fonds propres CET 1	5,625%	14,460%	CONFORME
Ratio de Fonds propres de base T1	6,625%	14,460%	CONFORME
Ratio de solvabilité totale	8,625%	14,460%	CONFORME
B. Norme de division des risques			
Norme de division des risques	65%	35,61%	CONFORME
C. Ratio de levier			
Ratio de levier	3%	6,40%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles			
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	25%	0,15%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des Fonds propres T1 de l'établissement)	15%	0,66%	CONFORME
Limite globale des participations dans les entités commerciales (60% des FPE de l'établissement)	60%	0,66%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%	3,439%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%	25,999%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	20%	11,87%	CONFORME
Coefficient de liquidité	75%	117,75%	CONFORME
Couvertute des emplois moyen long termes par les ressources stables	50%	78,00%	CONFORME

Cependant, WARA constate aussi que la nouvelle réglementation en termes de gouvernance, contrôle et de gestion des risques est toujours en cours d'implémentation. CBI CI a certes procédé à la création d'un comité des risques indépendant et d'un conseil de conformité interne pour la finance islamique, tout en supprimant les liens hiérarchiques entre les organes de contrôles interne (audit interne, département de conformité, département du contrôle permanent) et la direction générale, pour les rattacher à la compagnie financière Coris Holding. Mais la séparation de la direction des risques et engagements en deux directions distinctes est toujours en cours. Le nouvel organigramme a été validé par le Conseil d'Administration en 2019, et sera mis en place à l'horizon 2020. De même, la cartographie des risques, en ligne avec les sept catégories de risques identifiés par le nouveau dispositif prudentiel, n'est pas encore à jour : la SFI contribue activement à finaliser ce chantier. Cela est d'autant plus crucial qu'elle sert de base à la mise en place du planning d'audit interne annuel. Dans une moindre mesure, la création d'un service de gestion des risques de marché viendra compléter la transformation organisationnelle de la banque. WARA sera attentive à la bonne exécution de ces chantiers qu'elle juge cruciaux pour garantir une gouvernance saine et des opérations sous contrôle. Pour cela, la référence en la matière est la filiale bancaire CBI au Burkina Faso dont la qualité et la rapidité de mise en conformité aux nouvelles normes sont considérées par WARA comme un modèle du genre.

Qualité des actifs

- La qualité du portefeuille de CBI CI est en amélioration depuis 3 ans pour atteindre un bon niveau en 2018
- Cependant, le taux de couverture des créances en souffrance est insuffisant
- Enfin, la concentration des contreparties de la banque est très importante : c'est un facteur négatif de notation

Le taux de dégradation du portefeuille de créances de CBI CI est bon au regard du profil de ses contreparties. WARA constate que ce ratio est en amélioration depuis 3 ans. Ainsi, le ratio des créances en souffrances par rapport au portefeuille de créances brutes s'établit à 4,8% en 2018, correspondant à un bon niveau selon la grille de notation de WARA. En outre, ce taux est en amélioration par rapport à 2017 (5,4%) et 2016 (7,5%). Cependant, la norme du groupe étant fixée à 3%, la direction générale travaille de pair avec les directions concernées (risques et engagements, clientèle entreprise, clientèle particulière et réseau) afin d'atteindre cette cible.

	En milliards de FCFA	2016	2017	2018
A	Portefeuille de créances (brut avant provisions)	83 628	156 354	205 553
B	Total Créances en Souffrances (y compris restructurées)	6 311	8 469	9 899
C	Provisions	-3 375	-4 435	-6 768

		2016	2017	2018	Moy. 3 ans	Score WARA
D = B/A	Taux de dégradation du Portefeuille de créances (brut)	7,5%	5,4%	4,8%	5,9%	3
E = C/B	Couverture des CS par les provisions	53%	52%	68%	58%	4

Scoring WARA - Qualité des Actifs (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Taux de créances en souffrances	inférieur à 2%	entre 2 et 4%	entre 4 et 7%	entre 7 et 13%	entre 13 et 25%	supérieur à 25%
Taux de couverture des créances en souffrance (incluant les couvertures des CDL et CR)	supérieur à 100%	entre 90 et 100%	entre 70 et 90%	entre 45 et 70%	entre 30 et 45%	inférieur à 30%

En revanche, WARA estime que le taux de couverture global des créances en souffrance de la banque est insuffisant. Ce taux s'établit à 68% en 2018. Il en est de même si l'on considère le taux de couverture moyen sur les trois dernières années (moyenne de 58%). Il convient de souligner que ce faible ratio s'explique notamment par la réintégration des créances restructurées dans les créances en souffrance suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation bancaire, et qui ne sont provisionnées qu'à hauteur de 20% comme l'exige le régulateur. A titre d'exemple, sur 2018, CBI CI a provisionné ses créances douteuses et litigieuses à hauteur de 87% (ce qui constitue un très bon taux de couverture). Simultanément, les créances restructurées n'ont été provisionnées qu'à hauteur de 20% (en ligne avec la régulation mais insuffisant selon WARA), ramenant le taux de provisionnement global à 68%.

La concentration des contreparties de CBI CI est très importante. Cela pèse négativement sur la notation de la banque. En effet, les 5 plus gros clients représentent 50% des engagements (crédits+ engagements hors bilan) au 31 décembre 2018. De même, les 20 premiers clients pèsent pour 73% des engagements ce qui est très élevé. En ce qui concerne la concentration par secteur, le portefeuille des emplois de la banque est dominé par le secteur de l'administration publique qui représente 25,7% des engagements globaux, suivi de la fabrication avec 18,1%. Les secteurs de la construction (16%), du commerce (16%) et de l'immobilier (11,9%) viennent compléter le top 5. En tout, ces cinq secteurs pèsent pour 83,7% des engagements de la banque, témoignant d'une concentration sectorielle importante.

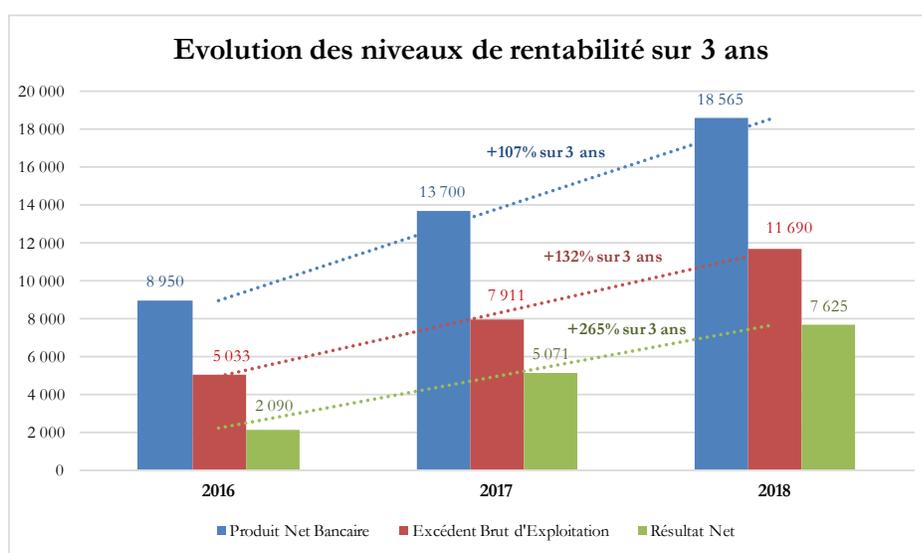
WARA

Facteurs financiers

Rentabilité

- CBI CI affiche un très bon niveau de rentabilité : c'est un facteur positif de notation important
- La banque arrive à combiner une marge d'intermédiation confortable et une grande efficacité opérationnelle

Le niveau de rentabilité élevé de CBI CI constitue un facteur positif de notation. Le Produit Net Bancaire s'établit à 18,6 milliards en 2018, en hausse de 107% sur trois ans. Le résultat net de la banque croît quant à lui de 265% sur la même période.

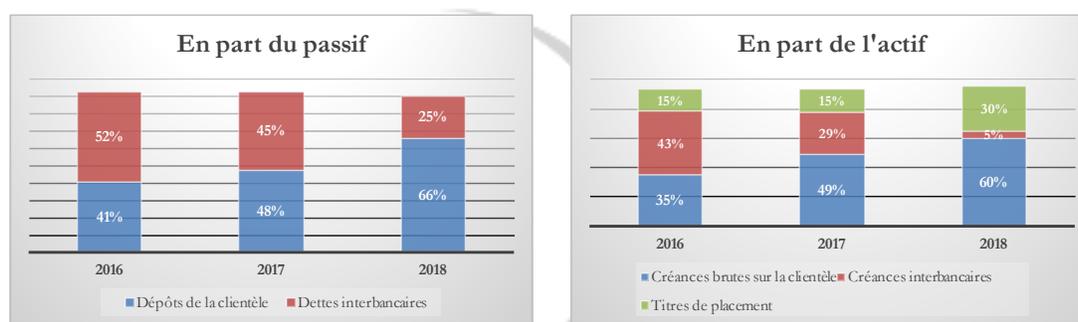


Cette tendance se confirme si l'on rapporte le niveau de rentabilité au niveau des actifs ainsi qu'au niveau des fonds propres de la banque. CBI CI affiche une rentabilité adéquate de ses actifs avec 1,8% en moyenne sur les trois dernières années. Quant à la rentabilité sur Fonds Propres, elle est élevée, s'établissant à 22,2% en moyenne sur la même période.

	2016	2017	2018	Moy. 3 ans	Score WARA
Retour sur Actifs (ROA)	1,2%	1,8%	2,3%	1,8%	3
Retour sur Fonds Propres (ROE)	13,8%	26,4%	26,5%	22,2%	2

Scoring WARA - Rentabilité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Rentabilité sur Actifs (ROA)	supérieur à 2,50%	entre 1,90 et 2,50%	entre 1,20 et 1,90%	entre 0,75 et 1,20%	entre 0,30 et 0,75%	inférieur à 0,30%
Rentabilité des Capitaux Propres (ROE)	supérieur à 25%	entre 17 et 25%	entre 10 et 17%	entre 6 et 10%	entre 3 et 6%	inférieur à 3%

La très bonne rentabilité de CBI CI résulte en premier lieu de la bonne tenue de ses marges d'intermédiation. La marge d'intermédiation de CBI CI s'améliore depuis 2016 du fait de l'augmentation des dépôts, dans la part de refinancement du passif (passant de 41% en 2016 à 66% en 2018) concomitant avec une baisse de la proportion de l'interbancaire, plus coûteux (passant de 52% en 2016 à 25% en 2018). Simultanément, la part des créances à la clientèle, plus rémunératrices, a progressé de 35% à 60% des actifs, réduisant au passage la proportion des créances interbancaires qui baissent de 43 à 5% sur 3 ans. En outre, CBI CI tire une partie significative de la rentabilité de ses investissements : la banque possède un portefeuille de bons du trésors et d'obligations d'États qui représente 30% de son bilan en 2018. A titre d'information, la taille élevée du portefeuille d'investissement s'explique par la forte concentration des dépôts sur un nombre très réduit de clients : CBI CI dispose ainsi d'actifs liquides pour parer à l'éventualité d'un retrait de dépôts clients (cf. paragraphe liquidité).



Cette évolution de la composition du bilan se retrouve dans la composition produit net bancaire de CBI CI : en 2018, l'activité de crédit est le principal contributeur avec 67% du PNB total, suivi par l'activité d'investissement à 20%. Viennent ensuite les autres produits avec 14% (produit sur engagements, produits sur moyens de paiements...) et les marges sur commissions à 9%. Enfin, la banque étant en situation d'emprunteuse nette sur le marché interbancaire, la marge sur opérations interbancaires contribue négativement au PNB (-11% en 2018).

Décomposition du Produit Net bancaire

	En millions de FCFA			En %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Marge activité de crédit	6 124	7 855	12 410	68%	57%	67%
Marge sur opérations interbancaires	-1 474	-157	-1 951	-16%	-1%	-11%
Marge sur titres de placement	1 798	2 548	3 774	20%	19%	20%
Marge sur commission	1 531	2 527	1 753	17%	18%	9%
Marge sur autres produits	971	927	2 579	11%	7%	14%
Produit Net Bancaire	8 950	13 700	18 565	100%	100%	100%

L'efficacité opérationnelle de l'institution est aussi un atout, grâce à une très bonne maîtrise des charges d'exploitation. Ainsi, son coefficient d'exploitation s'établit à 46% en moyenne sur trois ans. Son évolution à la baisse illustre la meilleure maîtrise des dépenses et la pertinence des investissements qui se traduisent aussitôt par des revenus additionnels.

En millions de FCFA

	2016	2017	2018		
Total des produits d'exploitation	8 950	13 700	18 565	Moy. 3 ans	Score
Total des charges d'exploitation	4 462	6 417	7 480		WARA
Coefficient d'exploitation	50%	47%	40%		2

Scoring WARA - Efficience opérationnelle (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Coefficient d'exploitation	inférieur à 40%	entre 40 et 50%	entre 50 et 60%	entre 60 et 75%	entre 75 et 85%	supérieur à 85%

Enfin, la maîtrise du coût du risque est en amélioration. Il consomme au cours des trois dernières années en moyenne 30% de la marge opérationnelle, ce qui reste important. L'amélioration du taux de dégradation depuis 2016 vient confirmer ce point. Cependant le taux de provisionnement des créances en souffrance (58% en 2018) reste insuffisant selon WARA.

Le tableau suivant reprend les trois déterminants de la rentabilité de CBI CI :

	2016	2017	2018	
Produits clientèle	7 735	10 228	15 193	1. Marge d'intermédiation confortable
Produits établissements de crédit	128	2 596	327	
Produits sur titres de placement	1 798	2 548	3 774	
A Total produits d'intermédiation	9 661	15 372	19 294	
Charges clientèle	1 611	2 373	2 783	
Charges établissements de crédit	1 602	2 753	2 278	
Charges sur titres de placement	0	0	0	
B Total charges d'intermédiation	3 213	5 126	5 061	
C = A-B Marge d'intermédiation	6 448	10 246	14 233	2. Très bonne efficience opérationnelle
<i>C / A Marge d'intermédiation en %</i>	<i>67%</i>	<i>67%</i>	<i>74%</i>	
D Marge sur commissions	1 531	2 527	1 753	
E Autres produits	971	927	2 579	
F = C+D+E Produit Net Bancaire	8 950	13 700	18 565	3. Coût du risque en amélioration
<i>F / (A+D+E) Marge sur activités bancaires</i>	<i>74%</i>	<i>73%</i>	<i>79%</i>	
G Charges d'exploitation	4 462	6 417	7 480	
H = F - G Marge opérationnelle	4 488	7 283	11 085	attention : niveau de provisionnement insuffisant selon WARA
<i>H / (A+D+E) Marge opérationnelle</i>	<i>37%</i>	<i>39%</i>	<i>47%</i>	
I Coût du risque	2 152	1 212	2 477	
J = H - I Marge après coût du risque	2 336	6 071	8 608	
<i>J / (A+D+E) Marge après prise en compte du coût du risque impact du coût du risque sur la marge op</i>	<i>19%</i>	<i>32%</i>	<i>36%</i>	
	<i>18%</i>	<i>6%</i>	<i>10%</i>	

Liquidité

- CBI CI affiche un bon profil de liquidité grâce notamment à une très bonne couverture des crédits par les dépôts et un portefeuille de titres important
- En revanche, la gestion Actif/Passif est contrainte par le gap de maturité inhérent à son activité de transformation
- Ce risque est exacerbé par la très forte concentration de ses dépôts clients
- C'est donc un facteur neutre de notation

Le profil de liquidité de CBI CI est bon. Tout d'abord, la couverture des crédits de la banque par les dépôts clients est très bonne puisque le ratio moyen des crédits/dépôts au cours des trois dernières années s'établit à 93%. De plus, CBI CI dispose d'un portefeuille de titres important, composé de bons au trésors et d'obligations souveraines et qui pèse pour 30% de l'actif. Par conséquent, les actifs liquides représentent en moyenne 50% du bilan de la banque depuis 3 ans ce qui est très élevé.

	2016	2017	2018	Moy 3 ans	Score WARA
Crédits/Dépôts	87%	102%	91%	93%	2
Actifs liquides / Actif total	63%	48%	38%	50%	1
Actifs liquides / Ressources CT	68%	52%	42%	54%	5

Scoring WARA - Liquidité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Crédits (Brut) / Dépôts clientèle	inférieur à 80%	entre 80 et 100%	entre 100 et 125%	entre 125 et 170%	entre 170 et 200%	supérieur à 200%
Actifs liquides / Actif total	supérieur à 20%	entre 16 et 20%	entre 11 et 16%	entre 8 et 11%	entre 5 et 8%	inférieur à 5%
Actifs liquides (caisse + créances interbancaires + titres) / Ressources CT (Dépôts clientèle + dette interbancaire)	supérieur à 125%	entre 100 et 125%	entre 75 et 100%	entre 55 et 75%	entre 35 et 55%	inférieur à 35%

De plus, la banque respecte les ratios de liquidité imposés par la réglementation bancaire.

	2016	2017	2018	Seuil
Coefficient de liquidité	88,69%	91,53%	117,75%	75%
Couverture des emplois MT et LT par les Ressources Stables	134,27%	119,51%	78%	50%

En revanche, la gestion Actif/Passif est contrainte par le gap de maturité inhérent à l'activité de CBI CI. Ce risque est exacerbé par la très forte concentration de ses dépôts clients. Ainsi, le ratio des actifs liquides/ressources CT s'établit à 54% en moyenne sur 3 ans et chute à 42% en 2018. Cela signifie que si des clients étaient amenés à retirer leurs dépôts, les actifs liquides permettant de couvrir cette sortie de trésorerie seraient insuffisants. Ce facteur de risque est exacerbé par le fait que les dépôts soient concentrés sur quelques gros clients : les 5 plus gros déposants représentent 43% du total des dépôts de la banque.

Le gap de maturité de la banque est partiellement mitigé par : (i) son portefeuille de titres liquide, et (ii) une part importante crédits à court terme dans son portefeuille de créances. D'abord, le portefeuille de titres étant composé de bons au trésors et d'obligations souveraines, il est considéré par WARA comme liquide : il représente environ 50% des dépôts clients. D'ailleurs, la concentration des dépôts clients est la raison pour laquelle CBI CI détient un portefeuille de titres aussi important : c'est pour parer à l'éventualité d'un retrait inopiné de l'un de ses gros clients. Ensuite, en observant de plus près le portefeuille de créances brutes de CBI CI au 31 décembre 2018, on constate que les crédits à court terme pèsent pour 71,6% du total alors que les crédits à moyen terme représentent 23,5%, le reste étant constitué des créances en souffrance (4,8%) et des crédits à long termes (0,1%).

Capitalisation

- CBI CI a renforcé ses fonds propres grâce à une augmentation de capital opérée en 2018
- Le levier financier est très bon selon les normes de WARA et la banque est conforme aux exigences du régulateur en termes de capital réglementaire
- C'est un facteur positif de notation

Les fonds propres de CBI CI ont été renforcés suite à l'augmentation de capital réalisée en 2018. Suite à cette opération, le levier financier (Capitaux Propres/Actif) passe de 5,9 en 2017 à 8,4% au 31 décembre 2018. Ce niveau de capitalisation est très bon selon l'échelle de notation de WARA.

	Niveau 2018	Score WARA
Ratio de levier financier	8,41%	2

Scoring WARA - Capitalisation (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Levier financier (Capitaux propres/Actif total)	supérieur à 9%	entre 7,5 et 9%	entre 6 et 7,5%	entre 4,5 et 6%	entre 3 et 4,5%	inférieur à 3%

Les ratios de fonds propres CET 1 et de solvabilité totale, tels que reportés à la Commission Bancaire, respectent les nouvelles normes réglementaires. En effet, le ratio CET 1 s'établit à 14,46% au 31 décembre 2018, bien au-dessus de la norme minimale fixée à 6,625%. De même, le ratio de solvabilité totale, toujours à 14,46% reste supérieur aux 8,625% préconisés par le régulateur.

Cependant WARA précise que la méthodologie validée par les autorités bancaires pondère les obligations d'État à 0% dans le calcul des actifs pondérés par les risques. Selon notre méthodologie, plus conservatrice, seuls les souverains notés entre AA- et AAA sont pondérés à 0%. WARA justifie cette position par l'annexe de la décision 13 du 24 juin 2016 de la BECAO sur les dispositifs prudentiels applicables qui donne la grille de correspondance suivante :

Notation	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	inférieur à B-	Pas de notation
Pondération	0%	20%	50%	100%	150%	100%

De plus, WARA pondère à 100% le portefeuille de crédit, ne distinguant pas ceux assortis de garanties.

Ainsi selon la méthodologie de WARA, les ratios CET 1 et de solvabilité totale ressortiraient à 7,76%, soit un niveau adéquat pour le ratio CET 1 mais insuffisant pour le ratio de solvabilité globale. Ci- après se trouvent le tableau récapitulatif des ratios CET 1 et de solvabilité totale selon la méthodologie retenue, ainsi que le score WARA correspondant.

<i>Méthodologie BCEAO</i>	Niveau 2018	Reco	Score WARA
Ratio de solvabilité CET 1	14,46%	5,625%	1
Ratio de solvabilité Total	14,46%	8,625%	3

<i>Méthodologie WARA</i>	Niveau 2018	Reco	Score WARA
Ratio de solvabilité CET 1	7,76%	5,625%	3
Ratio de solvabilité Total	7,76%	8,625%	6

Scoring WARA - Capitalisation (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Ratio de solvabilité CET 1	supérieur à 10%	entre 8,5 et 10%	entre 7 et 8,5%	entre 5,5 et 7%	entre 4 et 5,5%	inférieur à 4%
Ratio de solvabilité Total	supérieur à 18%	entre 15 et 18%	entre 12 et 15%	entre 10 et 12%	entre 8 et 10%	inférieur à 8%

WARA

DONNEES FINANCIERES ET RATIOS

Les comptes sociaux CBI CI sont établis selon les normes comptables régionales, dites OHADA

BILAN (en millions de FCFA)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Caisse	8 907	11 818	11 792	2 647	1 644
Créances interbancaires	16 757	94 879	102 280	14 491	3 942
Titres de placement	103 293	49 359	35 642	24 841	11 323
Autres titres	0	0	0	0	0
Créances brutes sur la clientèle	206 652	157 648	83 924	71 038	44 159
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	6 768	4 435	3 375	1 426	53
Créances nettes sur la clientèle	199 884	153 213	80 549	69 612	44 106
Immobilisations financières	2 311	2 337	1 787	1 665	703
Actifs immobilisés corporels et incorporels	9 145	5 876	5 292	3 132	2 462
Autres actifs	2 847	6 024	362	9 298	5 971
Total de l'actif (en millions de FCFA)	343 144	323 506	237 704	125 686	70 151
Dépôts de la clientèle	226 184	153 743	96 665	70 213	43 542
Dettes interbancaires	84 494	147 046	124 550	39 887	11 687
Emprunts	--	--	--	--	--
Autres passifs	3 618	3 374	1 287	1 926	2 550
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	314 296	304 163	222 502	112 026	57 779
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	116	116	48	257	92
Capitaux propres	28 732	19 227	15 154	13 403	12 280
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	28 848	19 343	15 202	13 660	12 372
Total du passif	343 144	323 506	237 704	125 686	70 151

COMPTE DE RESULTATS (en millions de FCFA)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts perçus	15 520	12 824	7 863	6 177	2 706
Intérêts payés	(5 061)	(5 126)	(3 213)	(1 991)	(687)
Marge d'intérêts	10 459	7 698	4 650	4 186	2 019
Produit net des opérations de change	1 490	124	310	578	319
Produit net des titres de placement	3 774	2 548	1 798	1 077	529
Commissions nettes	1 753	2 527	1 531	1 118	972
Autres produits d'exploitation nets	1 089	803	661	409	301
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	8 106	6 002	4 300	3 182	2 121
Total des produits d'exploitation	18 565	13 700	8 950	7 368	4 140
Charges de personnel	(2 550)	(2 202)	(1 648)	(1 168)	(926)
Autres charges d'exploitation	(4 325)	(3 587)	(2 269)	(2 084)	(1 443)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(605)	(628)	(545)	(520)	(405)
Total des charges d'exploitation	(7 480)	(6 417)	(4 462)	(3 772)	(2 774)
Produit pré-provisions (PPP)	11 085	7 283	4 488	3 596	1 366
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	(2 477)	(1 212)	(2 152)	(1 623)	(85)
Résultat non courant, net	100	(25)	(81)	(283)	(71)
Résultat avant impôt sur le bénéfice	8 708	6 046	2 255	1 690	1 210
Impôt sur le bénéfice	(1 083)	(975)	(165)	(255)	(190)
Résultat net	7 625	5 071	2 090	1 435	1 020
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	7 625	5 071	2 090	1 435	1 020
Dividendes	--	--	--	--	--
Autres transferts intra-fonds propres	--	--	--	--	--
Variation nette des fonds propres	7 625	5 071	2 090	1 435	1 020

WEST AFRICA RATING AGENCY

TAUX DE CROISSANCE DU BILAN (%)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Caisse	-24,63	0,22	345,49	61,01	288,65
Créances interbancaires	-82,34	-7,24	605,82	267,61	-40,46
Titres de placement	109,27	38,49	43,48	119,39	80,02
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	31,08	87,85	18,14	60,87	105,27
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	52,60	31,41	136,68	2 590,57	--
Créances nettes sur la clientèle	30,46	90,21	15,71	57,83	105,02
Immobilisations financières	-1,11	30,78	7,33	136,84	--
Actifs immobilisés corporels et incorporels	55,63	11,04	68,97	27,21	89,68
Autres actifs	-52,74	1 564,09	-96,11	55,72	46,38
Total de l'actif (en millions de FCFA)	6,07	36,10	89,13	79,16	74,40
	--	--	--	--	--
Dépôts de la clientèle	47,12	59,05	37,67	61,25	149,83
Dettes interbancaires	-42,54	18,06	212,26	241,29	14,52
Emprunts	--	--	--	--	--
Autres passifs	7,23	162,16	-33,18	-24,47	151,98
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	3,33	36,70	98,62	93,89	101,70
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	0,00	141,67	-81,32	179,35	--
Capitaux propres	49,44	26,88	13,06	9,14	6,06
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	49,14	27,24	11,29	10,41	6,86
Total du passif	6,07	36,10	89,13	79,16	74,40
	--	--	--	--	--
Actifs pondérés par les risques (RWA)	19,66	32,77	71,09	50,38	61,78
Passifs hors-bilan	89,95	-51,62	272,66	-30,32	46,09

TAUX DE CROISSANCE DU COMPTE DE RESULTATS (%)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts perçus	21,02	63,09	27,29	128,27	186,35
Intérêts payés	-1,27	59,54	61,38	189,81	593,94
Marge d'intérêts	35,87	65,55	11,08	107,33	138,65
Produit net des opérations de change	1 101,61	-60,00	-46,37	81,19	57,92
Produit net des titres de placement	48,12	41,71	66,95	103,59	141,55
Commissions nettes	14,50	126,03	57,51	98,93	72,95
Autres produits d'exploitation nets	35,62	21,48	61,61	35,88	68,16
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	35,05	39,58	35,14	50,02	82,53
Total des produits d'exploitation	35,51	53,07	21,47	77,97	106,18
Charges de personnel	15,80	33,62	41,10	26,13	113,86
Autres charges d'exploitation	20,57	58,09	8,88	44,42	122,69
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-3,66	15,23	4,81	28,40	187,23
Total des charges d'exploitation	16,57	43,81	18,29	35,98	127,00
Produit pré-provisions (PPP)	52,20	62,28	24,81	163,25	73,79
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	104,37	-43,68	32,59	1 809,41	--
Résultat non courant, net	--	-69,14	-71,38	298,59	238,10
Résultat avant impôt sur le bénéfice	44,03	168,12	33,43	39,67	58,17
Impôt sur le bénéfice	11,08	490,91	-35,29	34,21	50,79
Résultat net	50,36	142,63	45,64	40,69	59,62
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	50,36	142,63	45,64	40,69	59,62

COMPOSITION DU BILAN (% du total de l'actif)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Caisse	2,60	3,65	4,96	2,11	2,34
Créances interbancaires	4,88	29,33	43,03	11,53	5,62
Titres de placement	30,10	15,26	14,99	19,76	16,14
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	60,22	48,73	35,31	56,52	62,95
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	-1,97	-1,37	-1,42	-1,13	-0,08
Créances nettes sur la clientèle	58,25	47,36	33,89	55,39	62,87
Immobilisations financières	0,67	0,72	0,75	1,32	1,00
Actifs immobilisés corporels et incorporels	2,67	1,82	2,23	2,49	3,51
Autres actifs	0,83	1,86	0,15	7,40	8,51
Dépôts de la clientèle	65,92	47,52	40,67	55,86	62,07
Dettes interbancaires	24,62	45,45	52,40	31,74	16,66
Emprunts	--	--	--	--	--
Autres passifs	1,05	1,04	0,54	1,53	3,64
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	91,59	94,02	93,60	89,13	82,36
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	0,03	0,04	0,02	0,20	0,13
Capitaux propres	8,37	5,94	6,38	10,66	17,51
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	8,41	5,98	6,40	10,87	17,64

COMPOSITION DU COMPTE DE RESULTATS (% du total des produits)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts perçus	83,60	93,61	87,85	83,84	65,36
Intérêts payés	-27,26	-37,42	-35,90	-27,02	-16,59
Marge d'intérêts	56,34	56,19	51,96	56,81	48,77
Produit net des opérations de change	8,03	0,91	3,46	7,84	7,71
Produit net des titres de placement	20,33	18,60	20,09	14,62	12,78
Commissions nettes	9,44	18,45	17,11	15,17	23,48
Autres produits d'exploitation nets	5,87	5,86	7,39	5,55	7,27
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	43,66	43,81	48,04	43,19	51,23
Total des produits d'exploitation	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Charges de personnel	-13,74	-16,07	-18,41	-15,85	-22,37
Autres charges d'exploitation	-23,30	-26,18	-25,35	-28,28	-34,86
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-3,26	-4,58	-6,09	-7,06	-9,78
Total des charges d'exploitation	-40,29	-46,84	-49,85	-51,19	-67,00
Produit pré-provisions (PPP)	59,71	53,16	50,15	48,81	33,00
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	-13,34	-8,85	-24,04	-22,03	-2,05
Résultat non courant, net	0,54	-0,18	-0,91	-3,84	-1,71
Résultat avant impôt sur le bénéfice	46,91	44,13	25,20	22,94	29,23
Impôt sur le bénéfice	-5,83	-7,12	-1,84	-3,46	-4,59
Résultat net	41,07	37,01	23,35	19,48	24,64
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	41,07	37,01	23,35	19,48	24,64

RATIOS	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Rentabilité					
Retour sur actifs moyens (%)	2,3	1,8	1,2	1,5	1,8
Retour sur actifs pondérés par les risques moyens (%)	3,0	2,7	1,6	1,8	1,7
Retour sur capitaux propres - fin de période (%)	26,5	26,4	13,8	10,7	8,3
Retour sur fonds propres "Tier 1" (%)	31,8	40,2	18,1	13,7	9,8
PPP / Actifs moyens (%)	3,3	2,6	2,5	3,7	2,5
PPP / Fonds propres moyens (%)	46,0	42,2	31,1	27,6	11,4
Intérêts payés / Intérêts perçus (%)	32,6	40,0	40,9	32,2	25,4
Intérêts perçus / Moyenne des actifs à rendements ¹	4,9	4,9	4,7	7,3	5,8
Intérêts payés / Moyenne des passifs à rendements ²	1,7	2,0	1,9	2,4	1,7
Marge nette (%) ³	3,3	2,9	2,8	4,9	4,1
Marge relative d'intérêts (%) ⁴	3,3	2,9	2,8	4,9	4,3
Produits d'exploitation, hors marge / Total des produits d'exploitation (%)	43,7	43,8	48,0	43,2	51,2
Impôt sur le bénéfice / Résultat avant impôt (%)	12,4	16,1	7,3	15,1	15,7
Charges d'exploitation / Actifs moyens (%)	2,2	2,3	2,5	3,9	5,0
Coefficient d'exploitation (%) ⁵	40,3	46,8	49,9	51,2	67,0
Charges de personnel / Total des produits d'exploitation (%)	--	--	--	--	--
Charges de personnel / Total des charges d'exploitation (%)	34,1	34,3	36,9	31,0	33,4
Liquidité					
Créances nettes sur la clientèle / Dépôts de la clientèle (%)	88,4	99,7	83,3	99,1	101,3
Créances nettes sur la clientèle / Total des dépôts ⁶	64,3	50,9	36,4	63,2	79,9
Créances nettes moyennes / Dépôts clientèle moyens (%)	92,9	93,4	90,0	100,0	107,6
Créances nettes moyennes / Actifs moyens (%)	53,0	41,7	41,3	58,1	59,5
Actifs liquides ⁷ / Actifs moyens (%)	37,6	48,2	63,0	33,4	24,1
Dépôts de la clientèle / Total des dépôts (%)	72,8	51,1	43,7	63,8	78,8
Dépôts de la clientèle / Capitaux propres (x)	7,9	8,0	6,4	5,2	3,5
Créances interbancaires / Dettes interbancaires (%)	19,8	64,5	82,1	36,3	33,7
Capitalisation					
Fonds propres "Tier 1" / Actifs pondérés par les risques (%)	7,8	4,9	5,9	9,2	13,7
Levier financier = Capitaux propres / Actifs (%)	8,4	5,9	6,4	10,7	17,5
Capitaux propres / (Actifs + Passifs contingents) (%)	7,0	5,3	4,8	9,2	12,4
Fonds propres / Actifs (%)	8,4	6,0	6,4	10,9	17,6
Fonds propres / (Actifs + Passifs contingents) (%)	7,0	5,4	4,9	9,4	12,5
Capitaux propres / Fonds propres (%)	99,6	99,4	99,7	98,1	99,3
Passifs contingents / Actifs (%)	20,1	11,2	31,6	16,0	41,3
Dividendes / Résultat net (%)	--	--	--	--	--
Qualité d'actifs					
Créances en souffrance (CS) / Créances brutes sur la clientèle (%)	4,8	5,4	7,5	4,7	0,3
PCS / Créances brutes sur la clientèle (%)	3,3	2,8	4,0	2,0	0,1
Couverture des CS par les provisions = PCS/CS (%)	68,4	52,4	53,5	42,6	36,3
CS / (Capitaux propres + PCS) (%)	27,9	35,8	34,1	22,6	1,2
(CS - PCS) / Capitaux propres (%)	10,9	21,0	19,4	14,3	0,8
Dotations aux PCS / PPP (%)	22,3	16,6	48,0	45,1	6,2
Dotations aux PCS / Créances brutes sur la clientèle (%)	1,2	0,8	2,6	2,3	0,2
PPP / Créances nettes sur la clientèle (%)	5,5	4,8	5,6	5,2	3,1
Capitaux propres / Créances nettes sur la clientèle (%)	14,4	12,5	18,8	19,3	27,8

Notes:

1. Actifs à rendements = Créances interbancaires + Titres + Créances sur la clientèle

2. Passifs à rendements = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires + Emprunts + Dette subordonnée

3. Marge nette = Intérêts perçus / Moyenne des actifs à rendements - Intérêts payés / Moyenne des passifs à rendements

4. Marge relative d'intérêts = Marge d'intérêts / Moyenne des actifs à rendements

5. Coefficient d'exploitation = Charges d'exploitation / Produits d'exploitation

6. Total des dépôts = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires

7. Actifs liquides = Caisse + Créances interbancaires + Titres



© 2019 Emerging Markets Ratings (EMR) & West Africa Rating Agency (WARA). Tous droits réservés. WARA est une Agence de Notation de l'UEMOA agréée par le CREPMF.

La notation de crédit est une opinion sur la capacité et la volonté d'un émetteur à faire face au remboursement de ses obligations financières, et non une quelconque appréciation de la valeur des actions de cet émetteur. Il est rappelé qu'il peut être risqué pour un investisseur de fonder sa décision d'investissement sur la seule notation de crédit.

La compréhension des méthodologies et échelles propres à WARA est essentielle pour mesurer la portée des opinions présentées dans les rapports. Il est vivement recommandé aux lecteurs des rapports de se rapprocher de WARA aux fins d'en obtenir copie.

Toutes les informations contenues dans nos rapports ont été obtenues à partir de sources considérées comme fiables. Cependant, étant donné la possibilité d'erreurs humaines ou d'autres aléas, toute information est présentée « en l'état » et sans aucune garantie que ce soit. WARA met tous les moyens à sa disposition pour vérifier la qualité de l'information utilisée pour délivrer une notation. WARA n'étant pas un réviseur de comptes, aucune garantie d'exhaustivité ne peut être fournie. En aucun cas WARA ne pourrait être tenu responsable et redevable à une personne ou une entité pour une quelconque perte réalisée suite à l'émission d'un de ses rapports ; chaque utilisateur de nos rapports est pleinement responsable de l'interprétation qu'il fera des opinions présentées. Ce rapport ne constitue en aucun cas un conseil de vendre, garder ou acheter un quelconque titre de créance.